

bre: «*Benson Paper Rapped as 'Shocking' Blueprint for Socialism.*» Si seulement c'était vrai, monsieur l'Orateur; mais je crains que ce ne soit bien loin de la vérité. Quels que soient ses mérites, je doute que le ministre des Finances soit un socialiste.

Ceux des générations futures liront ces choses, et ils penseront que ces grands hommes d'affaires étaient des ingrats. Après tout, le ministre des Finances a été bon pour eux. Un jour, il s'est levé à la Chambre pour répondre à une question que je lui posais au sujet des bénéfiques des banques. Il a dit en substance que ces bénéfiques étaient une excellente chose. «Après tout, a-t-il déclaré nous en touchons une partie. Nous sommes associés». Je pense que les banquiers canadiens sont odieusement ingrats et n'estiment pas le ministre comme ils le devraient.

Quand des chefs d'entreprises réclament des mesures d'autorité, ils pensent toujours au gouvernement, à la réduction des dépenses publiques affectées aux logements destinés aux familles à faible revenu, à l'aide aux enfants éprouvés, et aux hôpitaux. Ils ne réclament pas l'austérité pour les autres secteurs de notre société, quelle qu'en soit leur utilité. Jour après jour, les annonces publicitaires encourageant les gens à emprunter et à se servir de cartes de crédit. Aucune austérité dans ce secteur.

Dans des moments comme ça, j'éprouve presque de la sympathie pour le ministre des Finances, à cause des pressions terribles qu'il doit subir. Voici un bon gros réactionnaire qui nous présente un document des plus réactionnaires, et il se fait traiter de socialiste.

M. Baldwin: C'est presque diffamatoire.

M. Saltsman: C'est presque diffamatoire, comme le dit si bien le député. Ce n'est pas une façon de traiter un bon gros réactionnaire, et c'est injuste pour un homme qui s'efforce d'être sérieux. L'histoire reconnaîtra ces propositions pour ce qu'elles sont: des démarches mineures dans la voie du progrès de la part d'un gouvernement confortable et satisfait.

● (9.30 p.m.)

Monsieur l'Orateur, j'ai commencé en signalant mon optimisme. J'aime à croire que le Canada survivra à la sorte de gouvernement que nous avons présentement et que le public ne se laissera pas bernier par les documents plutôt désuets, usés et stupides de ce gouvernement, quand le Livre blanc sera examiné. Notre rôle sera de l'analyser et d'en signaler les graves lacunes de façon que le peuple canadien voie ce qui l'attend. Le ministre tente de tenir à flot le navire capitaliste en bouchant les trous.

[M. Saltsman.]

Il faut nous demander en quoi consiste une réforme fiscale. S'agit-il ici d'une réforme fiscale ou d'une sorte de rapiéçage? Quelle est l'importance des propositions à l'étude? Je dirais que ce n'est pas du tout une réforme fiscale. Des changements fiscaux, oui, mais pas une réforme. Le critère par excellence de tout régime fiscal, c'est l'équité. Dans quelle mesure ce régime rendra-t-il notre société équitable? C'est un échec de ce point de vue, car il perpétue le même vieux principe de deux poids deux mesures, qui a toujours régné au pays. Les travailleurs indépendants sont libres de faire des dépenses déductibles, qui sont interdites à ceux qui reçoivent un salaire ou un traitement. Pour la première fois, le régime permet une déduction allant jusqu'à \$150 pour des frais d'ordre professionnel, mais ça demeure injuste. Ça ne change pas le principe de base ni la différence fondamentale dans le traitement de deux groupes de citoyens.

Le Livre blanc aurait dû contenir une recommandation afin que soit abolie l'exemption d'impôt sur l'indemnité dont les membres du Parlement bénéficient. Je crois qu'il est impossible de la justifier à notre époque, surtout lorsque les parlementaires sont censés tenter de démontrer que notre régime fiscal devrait être changé. Je suis sûr qu'il n'y a pas un membre dans cette Chambre qui ne pourrait justifier cette indemnité de dépenses de \$6,000 mais justement il devrait la justifier. On pourrait prétendre que ce pourrait être difficile parfois de soumettre les factures, et ainsi de suite, mais un petit effort à fournir pour justifier l'indemnité de frais doit être fait. Je crois que cette recommandation aurait dû être incluse dans le Livre blanc. On dit qu'elle a été étudiée puis abandonnée. Les auteurs du Livre blanc devraient avoir le courage d'apporter du nouveau. Je soupçonne que la raison de cette absence c'est que le gouvernement n'a guère fait preuve de courage dans les autres secteurs.

On a discuté, au cours du débat, du rôle du Sénat. Le député d'Edmonton-Ouest (M. Lambert) a signalé qu'il est possible que certains membres du Parlement aient des conflits d'intérêts. A mon avis, il faudra un jour que les députés indiquent leur situation, tout comme on a suggéré que les membres de l'autre endroit indiquent les intérêts qu'ils ont dans les sociétés qui seront probablement affectées par les propositions du Livre blanc. Les parlementaires doivent toujours être au-dessus de toute critique. C'est une position difficile et peut-être injuste. Ceux d'entre nous qui vont étudier ce Livre blanc doivent savoir que, quoi que nous fassions, nous serons critiqués, que notre sincérité sera mise en doute et qu'il faudra faire preuve de sincérité.